

DECISION N° 2025-89 FIXANT LE MONTANT DÛ AU TITRE DE PERTES COMMERCIALES SUBIES PAR LA SOCIETE AFRICAINE DE RAFFINAGE (SAR) SUR SON ACTIVITE COMMERCIALE SUR LA PERIODE D'APPLICATION DE LA STRUCTURE DES PRIX DU 26 AVRIL 2025

LE CONSEIL DE REGULATION,

- VU** la loi n°98-31 du 14 avril 1998 relative aux activités d'importation, de raffinage, de stockage, de transport et de distribution des hydrocarbures ;
- VU** la loi n° 2021-32 du 09 juillet 2021 portant création, organisation et attributions de la Commission de Régulation du Secteur de l'Énergie (CRSE) ;
- VU** le décret n°98-338 du 21 avril 1998 fixant les conditions d'exercice des activités d'importation, de stockage, de transport et de distribution des hydrocarbures ;
- VU** le décret n°2014-1562 du 3 décembre 2014 abrogeant et remplaçant le décret n°2006-952 du 26 septembre 2006 fixant les modalités de détermination des prix des hydrocarbures, modifié ;
- VU** le décret n° 2017-987 du 12 mai 2017 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Fonds Spécial de Soutien au Secteur de l'Énergie ;
- VU** le décret n° 2022-1593 du 12 septembre 2022 portant organisation et fonctionnement de la Commission de Régulation du Secteur de l'Énergie ;
- VU** l'arrêté n°32489 du 5 octobre 2023 autorisant la SAR à exercer l'activité d'importation de produits pétroliers liquides ;
- VU** l'arrêté conjoint n°17891 du 16 mai 2025 du Ministre de l'Énergie, du Pétrole et des Mines et du Ministre de l'Industrie et du Commerce fixant les prix plafonds des hydrocarbures raffinés à la consommation pour compter du 26 avril 2025 ;
- VU** le Règlement intérieur du Conseil de Régulation ;
- VU** le Règlement d'application n°01/2025 du 30 décembre 2024 de la CRSE relatif à la procédure de traitement des demandes de remboursement des pertes commerciales ;
- VU** la lettre n°0904/MEPM/SG/DH/PSB/cmb du 27 février 2025 du Ministre chargé de l'Énergie adressée au Ministre chargé du budget relative au déclassement du supercarburant en essence ordinaire par la SAR ;
- VU** la lettre n°00520/MFB du 06 mars 2025 du Ministre des finances et du budget autorisant à la SAR le déclassement de 10 000 m³ du supercarburant en essence ordinaire ;

VU la lettre n°1221/MEPM/SG/DH/PSB/cmb du 19 mars 2025 du Ministre chargé de l'Energie relative à l'autorisation d'importation de supercarburant accordée à la SAR ;

VU la lettre n° MMD/ss/041.2025_DG en date du 17 juin 2025 de demande de remboursement de la SAR adressée à la CRSE ;

VU la lettre n°1105/CRSE/SE/DRE/DHG/BM/ssn en date du 09 juillet 2025 notifiant à la SAR la recevabilité du dossier ;

SUR le rapport du Secrétaire Exécutif.

APRES AVOIR DELIBERE, LE 11 septembre 2025

I. FAITS

En application des dispositions de l'article 8 de la loi n° 2021-32 du 9 juillet 2021 portant création, organisation et attributions de la Commission de Régulation du Secteur de l'Energie, la CRSE veille, entre autres, à l'équilibre économique et financier de l'aval du secteur des hydrocarbures ainsi qu'à la préservation des conditions économiques nécessaires à sa viabilité.

Elle détermine les prix des hydrocarbures reflétant les coûts d'approvisionnement. Toutefois, le Gouvernement peut décider de faire appliquer des prix inférieurs aux prix réels, ce qui engendre des pertes commerciales.

Par arrêté conjoint du Ministre de l'Energie, du Pétrole et des Mines et du Ministre de l'Industrie et du Commerce n°17891 du 16 mai 2025 fixant les prix plafonds des hydrocarbures raffinés à la consommation pour compter du 26 avril 2025, le Gouvernement a maintenu les prix du gaz butane, de l'essence ordinaire, de l'essence pirogue, du pétrole lampant et du diesel oil à des niveaux inférieurs aux prix du marché sur la période d'application des prix susmentionnée. Ce maintien a généré des pertes commerciales pour les sociétés importatrices de produits pétroliers et la raffinerie.

Dans ce cadre, la SAR a été autorisée par le Ministre chargé de l'énergie, par lettre en date du 19 mars 2025, à importer 12 000 tonnes de supercarburant destinées au marché local. Pour rappel, afin de couvrir le déficit de production d'essence pirogue induite par l'arrêt du reforming du 20 février au 15 mai 2025, le Ministre des Finances et du budget a autorisé un déclassement de 10 000 m³ du supercarburant, par lettre en date du 6 mars 2025, à la suite de la saisine du Ministre de l'Energie du Pétrole et des Mines.

Sur cette base, la SAR, par lettre du 17 juin 2025, a transmis à la CRSE une demande de remboursement des pertes commerciales concernant la cession de 3 080,560 m³ d'essence pirogue pour un montant global de 360 286 895 FCFA.

II. ANALYSE

L'analyse porte sur la recevabilité du dossier de demande de remboursement de pertes commerciales et sur la validité du montant réclamé au titre desdites pertes.

S'agissant de la recevabilité, l'article 4 du Règlement d'Application n°01/2025 sus-évoqué prévoit que le dossier de demande de remboursement de pertes commerciales sur l'activité d'importation de produits pétroliers doit être composé des pièces justificatives ci-dessous :

- demande adressée au Président de la CRSE ;

Handwritten marks: a checkmark, a signature, and the number 8.

- formulaire de demande de paiement renseigné, daté et signé ;
- autorisation d'importation délivrée par le Ministre chargé des hydrocarbures ;
- facture d'achat du produit importé ;
- certificat de déchargement du produit délivré par un organisme agréé ;
- factures de vente aux distributeurs et/ou aux consommateurs finaux ;
- bordereaux de livraison des quantités importées aux clients finaux, y compris celles cédées aux distributeurs, le cas échéant ;
- état récapitulatif global et liquidatif signé et daté par le demandeur arrêtant le montant en chiffre et en lettre des pertes commerciales sur la base de la différence entre le PPI réel et le PPI considéré ;
- état récapitulatif détaillé signé et daté précisant, pour chaque cession de produit destiné à la consommation locale, la date de cession, le numéro du bordereau de livraison, le numéro de la facture de vente, le nom des clients et les quantités vendues ;
- tout autre élément jugé nécessaire pour la validation des pertes commerciales subies.

La CRSE note que la SAR a fourni toutes les pièces requises.

Sur cette base, la CRSE a déclaré le dossier recevable et en a informé la SAR par lettre du 09 juillet 2025.

S'agissant de la validité du montant réclamé, il résulte de l'exploitation des pièces fournies que la SAR, à la suite de cessions d'essence pirogue, a subi des pertes commerciales du fait de la Décision du Gouvernement de maintenir les prix à un niveau inférieur aux prix réels déterminés, pendant la période de validité de la structure des prix du 26 avril 2025.

En application des dispositions de l'article 7 du Règlement d'application visé, la CRSE a procédé à la vérification du montant réclamé, découlant de la différence entre le Prix Parité Importation (PPI) réel et le PPI considéré sur la période d'application de la structure des prix susmentionnée.

Ainsi, les éléments de calcul des montants des pertes commerciales sont déclinés dans le tableau ci-dessous :

Tableau : Montant des pertes commerciales sur l'activité commerciale de la SAR sur la période d'application de la structure des prix du 26 avril 2025.

RUBRIQUES	PRODUIT	Essence pirogue
PPI réel en FCFA (HTVA)/m ³ (a)		353 655
PPI considéré en FCFA (HTVA)/m ³ (b)		236 700
Ecart en FCFA (HTVA)/m ³ (c=a-b)		116 955
Quantité vendue en volume (d)		3 080,560
Pertes commerciales calculées en FCFA (HTVA) (e=c*d)		360 286 895

Au vu de ce qui précède, le montant des pertes commerciales de **360 286 895 FCFA** soumis par la SAR, au titre des cessions d'essence pirogue, issue de son activité commerciale durant la période d'application de la structure des prix du 26 avril 2025, est conforme.

DECIDE :

Article premier :

Le montant des pertes commerciales dû par l'État à la SAR au titre des cessions de 3 080,560m³ d'essence pirogue issus de son activité commerciale, sur la période d'application de la structure des prix du 26 avril 2025, est fixé à **trois cent soixante millions deux cent quatre-vingt-six mille huit cent quatre-vingt-quinze (360 286 895) FCFA.**

Article 2 :

La présente Décision est notifiée à la SAR, au Ministre chargé des Finances, au Ministre chargé de l'Énergie et au Fonds Spécial de Soutien au Secteur de l'Énergie (FSE).

Elle sera publiée au Bulletin Officiel de la CRSE et sur son site internet.

Fait à Dakar, le 11 SEPT 2025

Pour le Conseil de Régulation

Le Président

